

L'ascension du psychopathe politique



[Source : off-guardian.org]

Par John et Nisha Whitehead

« Lorsque le président le fait, cela signifie que ce n'est pas illégal ».

Richard Nixon

Il y a de nombreuses années, un titre de journal posait la question suivante : « Quelle est la différence entre un politicien et un psychopathe ? »

La réponse, hier comme aujourd'hui, reste la même : aucune.

Il n'y a aucune différence entre les psychopathes et les hommes politiques.

Il n'y a pas non plus de différence entre les ravages causés sur des vies innocentes par des criminels et ceux causés par des élus insensibles, égoïstes, irresponsables et parasites qui mentent à leurs électeurs, échangent des faveurs politiques contre des contributions de campagne, ferment les yeux sur les souhaits de l'électorat, escroquent les contribuables de l'argent qu'ils ont durement gagné, favorisent l'élite des entreprises, renforcent le complexe militaro-industriel et ne se soucient guère de l'impact que leurs actions irréfléchies et les lois adoptées à la hâte peuvent avoir sur des citoyens sans défense.

Les psychopathes et les hommes politiques ont tous deux tendance à être égoïstes, insensibles, sans remords, irresponsables, menteurs pathologiques, désinvoltes, escrocs, dépourvus de remords et superficiels.

Les politiciens charismatiques, comme les psychopathes criminels, n'acceptent pas la responsabilité de leurs actes, ont une haute opinion d'eux-mêmes, sont chroniquement instables, ont des modes de vie socialement déviants, ont besoin d'être constamment stimulés, ont des modes de vie parasitaires et ont

des objectifs irréalistes.

Peu importe qu'il s'agisse de démocrates ou de républicains.

Les psychopathes politiques sont tous taillés dans la même étoffe pathologique, débordant d'un charme apparemment facile et se targuant d'un esprit calculateur. Ces dirigeants finissent par créer des pathocraties : des sociétés totalitaires axées sur le pouvoir, le contrôle et la destruction de la liberté en général et de ceux qui exercent leurs libertés.

Lorsque les psychopathes accèdent au pouvoir, il en résulte généralement une forme de gouvernement totalitaire ou une pathocratie. « À ce stade, le gouvernement agit contre les intérêts de son propre peuple, sauf pour favoriser certains groupes », note l'auteur James G. Long. « Nous assistons actuellement à une polarisation délibérée des citoyens américains, à des actions illégales et à un endettement massif et inutile. C'est typique des systèmes psychopathes, et des choses très similaires se sont produites en Union soviétique lorsqu'elle s'est surendettée et s'est effondrée ».

En d'autres termes, l'élection d'un psychopathe à une fonction publique équivaut à un hara-kiri national, l'acte rituel d'autoanéantissement, d'autodestruction et de suicide. C'est le signe de la fin du gouvernement démocratique et la préparation d'un régime totalitaire, légaliste, militariste, inflexible, intolérant et inhumain.

Il est incroyable que, malgré les preuves évidentes des dommages déjà infligés à notre nation et à ses citoyens par un gouvernement psychopathe, les électeurs continuent d'élire des psychopathes à des postes de pouvoir et d'influence.

En effet, une étude de la Southern Methodist University a révélé que Washington, DC – la capitale de notre pays et le siège du pouvoir de nos soi-disant représentants – se classe en tête de liste des régions peuplées de psychopathes.

Selon le journaliste d'investigation Zack Beauchamp, « en 2012, un groupe de psychologues a évalué tous les présidents, de Washington à Bush II, en utilisant des "estimations de traits de psychopathie dérivées de données de personnalité complétées par des experts historiques sur chaque président". Ils ont constaté que les présidents avaient tendance à présenter les caractéristiques de l'intrépidité et du faible niveau d'anxiété des psychopathes – des traits qui semblent aider les présidents, mais qui peuvent aussi les amener à prendre des décisions imprudentes qui nuisent à la vie des autres. »

La volonté de faire passer le pouvoir avant tout, y compris le bien-être de ses semblables, l'impitoyabilité, l'insensibilité et l'absence totale de conscience figurent parmi les traits caractéristiques du sociopathe.

Lorsque notre propre gouvernement ne nous considère plus comme des êtres

humains dotés de dignité et de valeur, mais comme des choses à manipuler, à manœuvrer, à exploiter pour obtenir des données, à malmener par la police, à faire croire qu'il a nos intérêts à cœur, à maltraiter, à emprisonner si nous osons sortir du rang, puis à punir injustement sans remords – tout en refusant d'admettre ses échecs –, nous ne sommes plus dans une république constitutionnelle.

Au lieu de cela, nous vivons une pathocratie : la tyrannie aux mains d'un gouvernement psychopathe, qui « agit contre les intérêts de son propre peuple, sauf pour favoriser certains groupes ».

Pire encore, la psychopathologie n'est pas l'apanage des hauts fonctionnaires. Elle peut se propager comme un virus au sein de la population. Comme l'a conclu une étude universitaire sur la pathocratie, « la tyrannie ne prospère pas parce que ses auteurs sont impuissants et ignorants de leurs actes. Elle prospère parce qu'ils s'identifient activement à ceux qui promeuvent des actes vicieux comme étant vertueux ».

Les gens ne se contentent pas de s'aligner et de saluer. C'est en s'identifiant personnellement à un dirigeant, à un parti ou à un ordre social donné que l'on devient un agent du bien ou du mal.

Tout dépend de la manière dont les dirigeants « cultivent un sentiment d'identification avec leurs subordonnés », explique le professeur Alex Haslam.

« Je veux dire par là qu'une chose assez évidente est que les dirigeants parlent de "nous" plutôt que de "je", et en fait, le leadership consiste à cultiver ce sentiment d'identité partagée sur le "nous", puis à amener les gens à vouloir agir en fonction de ce "nous", pour promouvoir nos intérêts collectifs... [Le mot "nous" est le seul qui ait augmenté dans les discours d'investiture au cours du siècle dernier... et l'autre est "l'Amérique". »

L'objectif de l'État moderne est évident : promouvoir, cultiver et ancrer un sentiment d'identification partagée parmi ses citoyens. À cette fin, « nous, le peuple », sommes devenus « nous, l'État policier ».

Nous sommes en train de devenir des esclaves sous l'emprise d'une machine gouvernementale bureaucratique totalitaire, sans visage et sans nom, qui érode sans relâche nos libertés par le biais d'innombrables lois, statuts et interdictions.

Toute résistance à de tels régimes dépend de la force des opinions dans l'esprit de ceux qui choisissent de se battre. Cela signifie que nous, les citoyens, devons faire très attention à ne pas être manipulés pour marcher d'un pas ferme avec un régime oppressif.

Dans un article publié dans *ThinkProgress*, M. Beauchamp suggère que « l'un des meilleurs remèdes contre les mauvais dirigeants pourrait bien être la démocratie politique ».

Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Cela signifie qu'il faut tenir les hommes politiques responsables de leurs actes et de ceux de leurs collaborateurs en utilisant tous les moyens à notre disposition : le journalisme d'investigation (ce que l'on appelait autrefois le quatrième pouvoir) qui éclaire et informe, les plaintes des dénonciateurs qui exposent la corruption, les procès qui contestent les fautes commises, les manifestations et les actions politiques de masse qui rappellent au pouvoir en place que c'est « nous, le peuple », qui prenons les décisions.

N'oubliez pas que l'éducation précède l'action. Les citoyens doivent faire le dur travail de s'informer sur ce que fait le gouvernement et sur la manière de lui demander des comptes. Ne vous laissez pas enfermer dans une chambre d'écho limitée aux opinions avec lesquelles vous êtes d'accord. Exposez-vous à de multiples sources médiatiques, indépendantes et grand public, et pensez par vous-même.

Par ailleurs, quels que soient vos penchants politiques, ne laissez pas votre parti pris l'emporter sur les principes qui servent de base à notre république constitutionnelle. Comme le souligne M. Beauchamp, « un système qui oblige les gens à rendre des comptes à la conscience générale de la société est peut-être l'un des meilleurs moyens de contrôler les personnes sans conscience ».

Cela dit, si nous laissons les urnes devenir notre seul moyen de lutter contre l'État policier, la bataille est déjà perdue.

La résistance exigera des citoyens qu'ils soient actifs au niveau local.

Mais si vous attendez pour agir que l'équipe du SWAT frappe à *votre* porte, que *votre* nom soit placé sur une liste de surveillance terroriste, que *vous* soyez dénoncé pour des activités illégales telles que recueillir de l'eau de pluie ou laisser vos enfants jouer dehors sans surveillance, alors il sera trop tard.

Ce que je sais, c'est que nous ne sommes pas des numéros sans visage.

Nous ne sommes pas des rouages de la machine.

Comme je l'explique clairement dans mon livre *Battlefield America : The War on the American People* (L'Amérique, champ de bataille : La guerre contre le peuple américain) et dans son pendant fictif *The Erik Blair Diaries* (Le journal d'Erik Blair), nous ne sommes pas des esclaves.

Nous sommes des êtres humains et, pour le moment, nous avons la possibilité

de rester libres, à condition de défendre inlassablement nos droits et de résister à tout moment aux tentatives du gouvernement de nous enchaîner.

Les fondateurs ont compris que nos libertés ne découlent pas du gouvernement. Elles ne nous ont pas été données pour être ensuite retirées par la volonté de l'État. Elles sont intrinsèquement nôtres. De même, l'objectif du gouvernement n'est pas de menacer ou de saper nos libertés, mais de les sauvegarder.

Tant que nous ne reviendrons pas à cette façon de penser, tant que nous ne rappellerons pas à nos concitoyens américains ce que signifie réellement être *libre*, et tant que nous ne resterons pas fermes face aux menaces qui pèsent sur nos libertés, nous continuerons à être traités comme des esclaves sous l'emprise d'un État policier bureaucratique dirigé par des psychopathes politiques.